

FLASH AVRIL 2019



Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture ivoirienne

DIRECTION DES PREVISIONS, DES POLITIQUES ET DES
STATISTIQUES ECONOMIQUES (DPPSE)

SYNTHESE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires

Tous les chiffres sont à fin avril 2019 sauf indications contraires

Incertitude sur la croissance de l'économie mondiale

L'économie mondiale poursuit sa croissance en 2019, mais subirait les effets négatifs de certains facteurs tels que l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, les perturbations du secteur automobile en Allemagne et le durcissement de la politique du crédit en Chine. Par conséquent, le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2019 qui devrait se situer à +3,3 % contre +3,6% en 2018.

En Afrique subsaharienne, le Produit Intérieur Brut de l'Afrique du Sud a reculé de 3,2% au premier trimestre 2019 contre +1,4% au trimestre précédent, selon l'Agence Nationale des Statistiques (Stats A). Au Nigéria, l'activité a ralenti et est passée de 2,4% au dernier trimestre de 2018 à +2,0% sur les trois premiers mois de l'année 2019.

Le marché des matières premières a été morose en moyenne sur la période sous revue avec la baisse des cours des principaux produits par rapport à la période correspondante de 2018. Il s'agit notamment du cacao (-1,7%), du café (-13,4%), du maïs (-0,4%), de l'or (-2,3%), du pétrole brut (-4,4%), du gasoil (-0,6%), du riz blanchi (-6,4%), de l'huile de palme (-19,1%) et du sucre (-2,9%). Par contre, le cours du caoutchouc s'est accru (+3,6%).

Sur le marché des changes, en moyenne sur la période de janvier à avril 2019, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain (-7,8%), à la livre sterling (-1,2%), au yuan renminbi (-2,1%), au yen (-5,8%) et au dollar canadien (-3,1%) en glissement annuel. A contrario, la monnaie européenne s'est renforcée par rapport au rand sud-africain (+7,9%).

En évolution mensuelle, la monnaie unique européenne a pris de la valeur par rapport à la livre sterling de 0,4% et a reculé par rapport au dollar américain de 0,6%.

Consolidation de la gouvernance et de l'environnement des affaires au plan national

Au plan national, l'activité économique se consolide par la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et l'amélioration continue du climat des affaires marquée par le renforcement de la gouvernance. Par ailleurs, le Gouvernement reste engagé dans la

mise en œuvre d'actions en faveur de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Les réalisations à fin avril 2019 comparées à celles à fin avril 2018 sont présentées ci-dessous.

Le secteur primaire continue de bénéficier de la mise en œuvre du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) couvrant la période 2018-2025. L'agriculture d'exportation a enregistré des productions en hausse de cacao (+3,1% à fin mars 2019), de coton (+24,9%), de banane dessert (+27,0%) et d'ananas (+22,7%). A l'inverse, les productions de café (-14,8% à fin mars 2019), de sucre (-2,4%) et d'anacarde (-31,6%) ont accusé un repli. Il convient cependant de relever que la contraction du volume commercialisé d'anacarde est moins prononcée que celle à fin mars 2019 (-70,7%), en raison des actions du Gouvernement en faveur de la commercialisation.

Les activités du secteur secondaire ont connu à fin mars 2019, un accroissement de la production industrielle de 2,7%, sous l'effet du rebond des activités des industries extractives (+13,4%), de la consolidation de la branche « Electricité, gaz et eau » (+4,4%) et de la hausse modérée des industries manufacturières (+1,1%).

Du côté du Bâtiment et des travaux publics (BTP), une légère hausse de 0,6% a été enregistrée. Une accélération serait observée sur le reste de l'année en ligne avec l'exécution des projets d'infrastructures amorcées en 2018 et le démarrage de nouveaux projets.

Le secteur tertiaire évolue favorablement porté par la plupart des branches d'activités à l'exception des télécommunications dont le chiffre d'affaires a reculé de 4,7%, du fait de la baisse des prix implicites consécutives aux nombreuses offres promotionnelles. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail (+7,7%), le transport terrestre (+8,0%), le nombre de passagers commerciaux dans le transport aérien (+7,5%) et le trafic global de marchandises dans le maritime (+15,9%) et le ferroviaire (+1,3%) ont progressé. De même, les services financiers seraient en hausse sur le premier semestre 2019, selon les résultats de l'enquête de conjoncture auprès du secteur bancaire réalisé par la Direction Générale de l'Économie au mois d'avril 2019.

Le **marché de l'emploi** a enregistré une progression du nombre de salariés du **secteur formel** de 5,7% pour s'afficher à 1 038 862, dont 78,6% pour le secteur privé. Le nombre d'emplois bruts créés dans le privé s'est élevé à 26 710 contre 28 653 à la même période de l'année précédente.

Les **prix à la consommation** se sont élevés légèrement de 0,6% sous l'effet du renchérissement des prix des produits alimentaires de 0,4% et des produits non alimentaires de 0,7%. En moyenne sur les douze (12) dernier mois, l'inflation s'est située à 0,7%, en dessous de la norme communautaire de 3%. Les prix bénéficient du bon approvisionnement des marchés, en lien notamment avec les bons niveaux des productions dans l'agriculture vivrière.

La situation des **finances publiques** à fin avril 2019 a été marquée par un niveau de recouvrement des recettes et dons évalué à 1 687,8 milliards contre 1 546,9 milliards à la même période de 2018, soit une hausse de 141,0 milliards attribuable à une bonne mobilisation aussi bien des recettes intérieures (+61,96 milliards) que des dons (+79,0 milliards).

En ce qui concerne les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 2 014,0 milliards, en accroissement de 272,9 milliards dû notamment à une hausse des dépenses courantes (+191,5 milliards), des intérêts de la dette (+82,0 milliards) et des dépenses d'investissement (+8,8 milliards).

Il résulte de ces évolutions, un solde primaire de base et un solde budgétaire déficitaires respectivement de 21,3 milliards et 326,2 milliards. Le recours au marché monétaire et financier pour un montant de 499,2 milliards a permis, en partie, de financer ce déficit.

Les **échanges extérieurs** (hors biens exceptionnels) ont été marqués par une progression des exportations et des importations en valeur de 2,9% et 16,2%, respectivement. Il s'en est dégagé un excédent commercial de 516,4 milliards, en retrait toutefois de 30,1% par rapport à l'excédent réalisé à fin avril 2018 (+738,8 milliards).

La **situation monétaire** à fin mars 2019 a été marquée par la progression de la masse monétaire au sens large (M2) de 9,4% (+832,0 milliards). Cette évolution résulte de l'accroissement des créances sur l'économie de 10,4% (+662,7 milliards), des créances nettes sur l'Administration centrale de 84,6% (+1 114,3 milliards) et du recul des actifs extérieurs nets de 34,3% (-1 018,8 milliards).

De façon spécifique, sur les quatre premiers mois de l'année, en termes cumulés, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts ont enregistré des baisses respectivement de 5,6% (-94,2 milliards), 2,3% (-7,8 milliards) et 2,1% (-13,8 milliards). La durée moyenne des crédits s'est établie à 23,8 mois en hausse de 1 mois comparée à la période correspondante de 2018. Le taux moyen appliqué aux crédits ordinaires est ressorti à 6,4% en hausse de 0,2 point de pourcentage.

Au niveau de la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)**, l'orientation baissière des indices boursiers entamée en 2016 se poursuit. Elle tire sa source à la fois d'une correction des marchés après de fortes hausses entre 2012 et 2015, de la désaffection des petits porteurs et de l'attractivité du marché obligataire. Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM-composite ont baissé respectivement de 22,1% et 26,0%, du fait de la contraction de l'ensemble des indices sectoriels. De même, la capitalisation boursière a régressé de 11,9%.

En conclusion, l'activité économique est marquée par une bonne tenue des activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Le financement de l'économie reste soutenu et les prix à la consommation demeurent relativement stables grâce au bon approvisionnement des marchés en vivres. Cependant, le rythme de progression du secteur secondaire est timide au regard de la prévision de croissance annuelle. Une accélération de l'activité est attendue les prochains mois, en lien avec l'avancement de l'exécution des grands projets d'infrastructures.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Hausse de l'économie mondiale sur fonds d'incertitudes commerciales et géopolitiques

Au **niveau mondial**, l'activité économique devrait se maintenir en hausse en 2019, en dépit de la poursuite, sur les deux premiers trimestres 2019, du ralentissement observé au deuxième semestre 2018. Cette décélération est imputable notamment aux effets de l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, des tensions géopolitiques, des perturbations du secteur automobile en Allemagne, du durcissement de la politique du crédit en Chine.

Le FMI, dans les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) d'avril 2019, prévoit un taux de croissance de l'économie mondiale de +3,3 % en 2019 contre +3,6% en 2018.

Dans les **pays avancés**, le PIB s'est accru dans l'ensemble des principaux pays au cours du premier trimestre 2019.

Ainsi, aux **Etats-Unis**, en dépit du « Shutdown », l'économie a progressé de 3,2 % en glissement annuel grâce à l'amélioration de la balance commerciale et la réalisation d'investissements importants dans les stocks.

Dans la **zone euro**, le PIB a enregistré une croissance de +0,4% au premier trimestre 2019 en rythme trimestriel, après +0,2% le trimestre précédent. Cette évolution favorable induit une diminution progressive du taux de chômage qui a atteint 7,7 % au mois de mars 2019, son niveau le plus bas depuis septembre 2008, selon les estimations d'Eurostat. La hausse de l'activité de la zone euro provient notamment de l'**Allemagne** (+0,4%), la **France** (+0,3%), l'**Espagne** (+0,7%) et l'**Italie** (+0,1%). Les pays de la zone bénéficient d'une demande intérieure soutenue, alimentée par une politique monétaire accommodante de la Banque Centrale Européenne (BCE) et une situation favorable des entreprises. Toutefois, un Brexit sans accord ou une escalade des guerres

commerciales pèserait sur les perspectives de croissance de la zone euro.

L'activité économique au **Royaume-Uni** a augmenté de 0,5% en volume au premier trimestre 2019, selon l'estimation initiale publiée par l'Office National de Statistiques (ONS). La formation brute du capital fixe et les dépenses de consommations privées et publiques ont contribué positivement à cette croissance malgré l'incertitude liée au Brexit. Par contre, la situation extérieure s'est dégradée. Le déficit du commerce de marchandises a atteint le niveau inédit de 8% du PIB.

Au **Japon**, le PIB a affiché une hausse de 0,5% au premier trimestre 2019, stimulée par une contribution positive du commerce extérieur qui masque un repli inquiétant de la demande intérieure et de l'investissement.

Au **Canada**, le PIB a augmenté de 0,4% au premier trimestre en glissement annuel, a indiqué « Statistique Canada ». La hausse des dépenses des ménages et des investissements des entreprises a le plus contribué à la croissance économique.

Dans les **économies émergentes et en développement**, le rythme de progression de l'activité économique en glissement annuel a été moins favorable au premier trimestre 2019, par rapport à la période correspondante de 2018. En **Chine**, la croissance a décéléré pour atteindre +6,3% en rythme annuel, contre +6,8% au premier de trimestre 2018, pénalisée par l'atonie de la demande aussi bien extérieure qu'intérieure. De même, en **Inde**, la croissance de l'économie s'est située à +6,0% contre +7,8% au premier trimestre 2018, selon le National Sample Survey Office (NSSO). En **Russie**, le taux de croissance du PIB s'est établi à 0,5% après 1,7% à la même période de 2018, selon le Service Fédéral des Statistiques de l'Etat Russe (Rosstat). Ce ralentissement résulte de la faiblesse de la demande intérieure et de l'augmentation des taxes. Au **Brésil**, le rythme de progression du PIB a reculé au premier trimestre 2019 pour s'afficher à +0,4% contre +1,2% à la

même période de 2018. Ce retrait est en relation avec la chute de la production de minerai de fer, consécutive à la catastrophe naturelle de Brumadinho.

En **Afrique subsaharienne**, comparé au trimestre précédent, le PIB de **l'Afrique du Sud** s'est contracté de 3,2% au premier trimestre de 2019, en raison des mauvaises performances des secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des mines. S'agissant de **l'économie nigériane**, elle a subi une contraction du secteur pétrolier au premier trimestre 2019. Ainsi, le PIB du pays a augmenté de 2,0% en variation trimestrielle, moins fortement que le trimestre précédent (+2,4%), selon le Bureau National des Statistiques (NBS) nigérian.

Dans la **Zone UEMOA**, l'activité économique resterait dynamique en 2019 grâce à une demande intérieure soutenue. Le taux de croissance devrait s'afficher à +6,8% après +6,6% en 2018.

Morosité du marché des matières premières

Le marché des matières premières a enregistré, en moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2019, un fléchissement des cours de la plupart des produits par rapport à la période correspondante de 2018. Il s'agit notamment du cacao (-1,7%), du café (-13,4%), du maïs (-0,4%), de l'or (-2,3%), du pétrole brut (-4,4%), du gasoil (-0,6%), du riz blanchi (-6,4%), de l'huile de palme (-19,1%) et du sucre (-2,9%). Par contre, le cours moyen du caoutchouc est remonté de 3,6%.

En évolution mensuelle, le cours du pétrole brut est passé de 66,1 dollars en mars 2019 à 71,2 dollars US au mois d'avril 2019, soit une hausse de 7,7%. Cette évolution du prix du pétrole brut est favorisée par la décision du Président américain de mettre fin aux exemptions permettant à huit pays d'acheter le pétrole Iranien, en dépit des sanctions qui frappent ce pays. Le prix du pétrole bénéficie également des sanctions américaines contre le Venezuela, des craintes suscitées par un éventuel affrontement en Lybie ainsi que de la réduction de production imposée par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

Dépréciation de l'euro par rapport aux principales monnaies

Sur le marché des changes, en moyenne sur la période de janvier à avril 2019, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain (-7,8%), à la livre sterling (-1,2%), au yuan renminbi (-2,1%), au yen (-5,8%) et au dollar canadien (-3,1%) en glissement annuel. En revanche, la monnaie européenne s'est appréciée par rapport au rand sud-africain (+7,9%).

La dépréciation de l'euro est liée notamment à l'indiscipline budgétaire de certains pays, en particulier l'Italie qui a vu sa dette publique atteindre 132,2% du PIB en 2018. Ce ratio pourrait passer à 133,7% en 2019, largement au-delà du seuil de 60% fixé par les règles européennes.

L'euro pâtit également des incertitudes politiques et de la montée des eurosceptiques dans certains pays de la zone.

En évolution mensuelle, la monnaie unique européenne a pris de la valeur par rapport à la livre sterling de 0,4% et a reculé par rapport à la monnaie américaine de 0,6%.

Amélioration de la gouvernance et de l'environnement des affaires au plan national

Au plan national, l'activité économique bénéficie de la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et de l'amélioration continue du climat des affaires marquée par le renforcement de la gouvernance. Par ailleurs, le Gouvernement reste engagé dans la mise en œuvre d'actions en faveur de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

En vue de renforcer la gouvernance de la filière cacao et assurer des revenus plus importants aux producteurs, le Gouvernement ivoirien a obtenu dans le cadre du Projet d'Appui à la Gouvernance de la Filière Cacao (PAGFIC), un financement du Fonds Africain de Développement (FAD) d'un montant de 3,7 milliards. D'autre part, la Côte d'Ivoire et le Ghana viennent de suspendre les ventes anticipées de la récolte de la campagne 2020/2021, dans l'espoir d'obtenir des marchés internationaux un prix

plancher de 2 600 \$ la tonne et permettre aux producteurs de bénéficier d'un prix d'achat rémunérateur.

En outre, dans le cadre du suivi de la qualité et de la compétitivité de l'offre de produits et services financiers, le Gouvernement a procédé, le 25 avril 2019 à Abidjan, au lancement de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers (OQSF). Cet organe répond à sa volonté de promouvoir l'inclusion financière, à travers l'amélioration continue des produits et services financiers. Il permettra également de réduire les incompréhensions et la méfiance dans la relation entre les usagers et les établissements financiers.

Par ailleurs, une plateforme de rencontre, dénommée « Club Equity », entre les Petites et Moyennes Entreprises (PME), les fonds d'investissement et les structures de financement spécialisées, a été lancée le mardi 30 avril 2019, afin de favoriser l'utilisation du « capital-investissement » comme levier de croissance de ces entreprises. C'est un mode de financement alternatif qui offre plusieurs avantages aux PME, notamment (i) l'amélioration de la gouvernance, (ii) un appui important à la mobilisation des ressources financières, (iii) un réseautage nécessaire à leur développement et (iv) le partage du risque.

Les autorités ivoiriennes se sont également engagées dans la redynamisation du commerce transfrontalier et la promotion de la libre circulation des personnes et des biens, à travers un vaste projet de désenclavement des zones transfrontalières notamment Bondoukou- Soko- frontière Ghana.

Au niveau local, le Gouvernement met l'accent sur l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Ainsi, un accord a été conclu avec la Banque Africaine de Développement (BAD), en vue du financement du Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Électricité en Milieu Rural (PAEMIR) dans trois (03) Districts du Nord du pays (Savanes, Woroba et Zanzan).

En ce qui concerne l'amélioration de la fluidité routière dans le district d'Abidjan, le financement du Projet de Transport Urbain d'Abidjan a été obtenu par un accord conclu le 28 février 2019. Ce financement permettra de

réaliser le Pont Yopougon- Plateau (4^{ème} pont), de libérer les emprises du pont et d'aménager des voies structurantes pour renforcer les fonctions urbaines du District Autonome d'Abidjan. Il s'agira également d'améliorer la qualité de vie et faciliter les activités économiques dans la capitale économique.

Réalisations sectorielles à fin avril 2019, comparées à celles à fin avril 2018

Secteur réel

L'activité économique s'est inscrite en hausse sur les quatre premiers mois de l'année soutenue notamment par les secteurs primaire et tertiaire.

Secteur primaire

Evolution positive de l'agriculture d'exportation

Le secteur primaire a connu une orientation favorable, en dépit de la contraction des productions de sucre et d'anacarde à fin avril 2019. Il bénéficie de l'accroissement des productions de coton graine, de banane dessert et d'ananas à fin avril 2019. De même, les données disponibles sur la production cacaoyère au premier trimestre 2019 sont favorables. Le secteur agricole tire avantage de l'appui aux filières dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) couvrant la période 2018-2025.

La production de **coton graine** s'est située à 346 904,2 tonnes, en progression de 24,9%. Cette orientation favorable de la production émane de la réussite de la mise en œuvre du zonage industriel démarrée lors de la campagne 2017–2018. Cette réforme a permis d'accroître les rendements grâce à l'amélioration des conditions d'approvisionnement des producteurs en intrants et le renforcement du dispositif de production et de distribution des semences.

La production de **banane dessert** est ressortie à 173 601,5 tonnes, en hausse de 27,0%. La filière profite de bonnes conditions climatiques, des effets du programme « Mesures d'Appui à la Banane » (MAB) financé par l'Union Européenne et des nouveaux investissements dans la production.

S'agissant de l'**ananas**, la production s'est accrue de 22,7% pour ressortir à 18 822,5 tonnes. La relance de la production provient d'une meilleure organisation de la filière, en lien avec l'appui à la professionnalisation des

coopératives de planteurs, à la redynamisation du système de production de l'ananas en milieu villageois par les coopératives de petits producteurs et à l'amélioration du système de commercialisation de l'ananas.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	4 mois 2018	4 mois 2019	Variation (%)
Cacao*	543 337,0	560 303,4	3,1
Café*	92 374,6	78 707,9	-14,8
Ananas	15 341,9	18 822,5	22,7
Banane	136 724,0	173 601,5	27,0
Coton	277 663,7	346 904,2	24,9
Sucre	110 613,1	108 008,7	-2,4
Anacarde	518 764,9	354 634,0	-31,6

Source : DGE, OPA, MINADER

*Production à fin mars 2019

La production de **cacao** s'est établie à 560 303,4 tonnes à fin mars 2019, en hausse de 3,1%. Cette évolution tire sa source de l'entrée en production de nouvelles exploitations et de l'amélioration de la productivité grâce à l'appui du Conseil de Café-Cacao (CCC). Le prix bord champ du cacao pour la campagne intermédiaire 2018-2019, démarrée au mois d'avril, est de 750 FCFA, en hausse de 7,1% par rapport à la campagne précédente.

La production de **café** à fin mars 2019, a enregistré un recul de 14,8% et atteint 78 707,9 tonnes. Ce repli serait dû à un repos végétatif après le bon niveau de production atteint en 2018. Le prix garanti bord champ du café pour la campagne 2019 reste inchangé à 750 F/Kg.

La production de **sucre** s'est contractée de 2,4% et a atteint 108 008,7 tonnes. La spéculation souffre de la crise de surproduction mondiale qui pèse sur les prix. Des investissements sont cependant prévus par les entreprises nationales afin d'améliorer leur compétitivité et atteindre une production annuelle de 300 000 tonnes en 2023.

La production commercialisée de **noix de cajou** s'est établie à 354 634,0 tonnes en recul de 31,6% après une chute de 70,7% à fin mars 2019. Cette contreperformance provient des difficultés de commercialisation liées à la baisse du prix des amandes au niveau international. Dans ce contexte, afin d'assurer des prix rémunérateurs aux producteurs, le Gouvernement a recherché des circuits alternatifs d'écoulement de la production à travers la signature de contrats de vente avec de grands groupes importateurs. Ces actions permettent d'observer un redressement progressif de la commercialisation.

Les prévisions de production pour la campagne 2019 ont été revues à la baisse à 730 000 tonnes contre 800 000 tonnes antérieurement en tenant compte de l'impact d'une situation climatique moins favorable.

La campagne de commercialisation 2019 de la noix de cajou a démarré le 15 février 2019 avec un prix minimum de 375 FCFA/kg contre 500 FCFA/kg au cours de la campagne précédente.

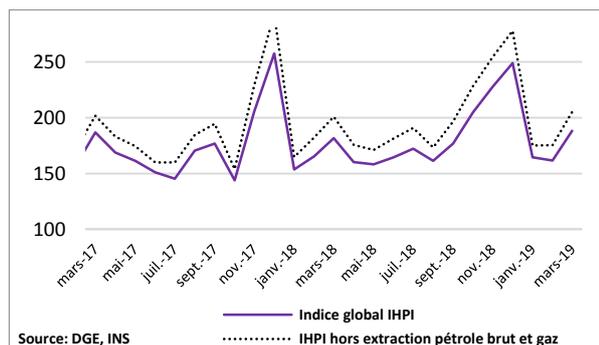
Secteur secondaire

Le secteur secondaire affiche une hausse modérée de l'activité industrielle et du BTP.

Progression de l'activité industrielle

L'activité industrielle s'est inscrite en hausse de 2,7% à fin mars 2019, grâce au rebond des industries extractives (+13,4%) et du dynamisme du secteur manufacturier (+1,1%) et de l'activité de la branche « électricité, gaz et eau » (+4,4%). Hors extraction, l'activité industrielle s'est accrue de 1,4%.

Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle



Les activités d'extraction minière ont bénéficié de la hausse à la fois des branches « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » (+12,8%) et « autres activités extractives » (+23,7%). De façon spécifique, les « autres activités extractives » tirent profit de la demande de gravier (+22,5%) et de sable (+39,3%), en lien avec les travaux de construction, en dépit de l'évolution mitigée de l'extraction minière.

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2019, la production de **pétrole brut** s'est élevée à 4 571,9 milliers de barils, en augmentation de 21,3% par rapport à la même période de 2018. Cette bonne tenue s'explique par les investissements réalisés pour rehausser le rendement des principaux champs. Il s'agit notamment du champ CI-40 dont la production s'est accrue de 40,1%. Toutefois, la performance a été amoindrie par les faibles rendements des champs CI-11, CI-26 et CI-27 qui ont enregistré des baisses de production de 33,7%, 10,9% et 6,4% respectivement.

Quant à la production gazière, elle s'est maintenue en baisse. L'**extraction de gaz** naturel est ressortie à 700 557 milliers de mètres cubes, en retrait de 6,2% comparée à la même période de 2018. La production de gaz pâtit ainsi de la faible demande des centrales thermiques puisque le Gouvernement privilégie l'électricité de source hydraulique, qui s'avère abondante et moins onéreuse.

La production de **diamant** a progressé de 19,8% pour se situer à 1 943,4 carats à fin mars 2019. Cette hausse est expliquée par l'exploitation additionnelle des nouvelles mines artisanales dans la zone de Tortiya.

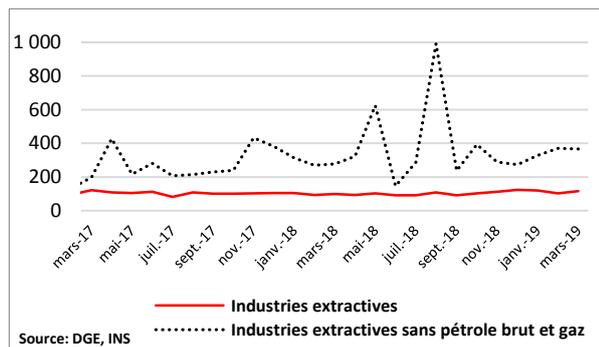
L'extraction de **manganèse** s'est contractée de 63,8% pour ressortir à 62 058,6 tonnes à fin mars 2019, en lien avec un environnement du marché légèrement dégradé. Cependant, un relèvement de la production est prévu sur le reste de l'année grâce aux investissements réalisés dans le secteur et l'exploration de nouvelles mines.

La production de **nickel latéritique** a atteint 217 727,0 tonnes à fin mars 2019, en régression de 9,3%, en relation

avec la baisse des cours internationaux. Selon les opérateurs du secteur, l'activité devrait se redresser rapidement sur le reste de l'année en lien avec le redressement des cours au niveau international.

La production **aurifère** s'est située à 7 516,0 kg à fin avril 2019, en repli de 4,6%. Cette évolution est la conséquence de la déplétion des mines de Bonikro et de la carrière sud de la mine d'Agbaou et d'autre part, à la faible teneur en or de certains minerais. Cependant, un redressement de la production est attendu en cours d'année, en relation notamment avec le démarrage de l'exploitation de l'usine « CIL » de la Société Minière Internationale (SMI) et l'accentuation de la lutte contre l'orpaillage clandestin.

Graphique 2 : Indice de production des industries extractives

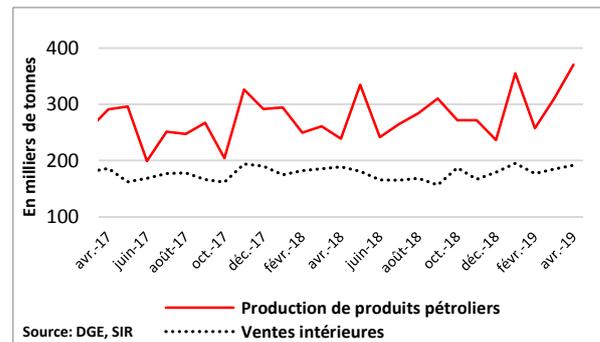


A fin mars 2019, les industries manufacturières ont progressé modérément de 1,1%, portées par les « industries agroalimentaires et tabac » (+3,2%), les « industries de bois et meubles » (+3,3%), les « industries de verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+4,1%) ainsi que les « industries de fabrication de machines et matériels de tous types » (+17,0%). Par contre, les « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (-7,0%) se sont contractées, en dépit de la bonne tenue de la production de produits pétroliers.

A fin avril 2019, la production totale de **produits pétroliers** a augmenté de 23,9% pour s'établir à 1 293 858,2 tonnes. Les produits en hausse sont notamment le super (+17,5%), le gasoil (+19,5%) et le fuel-oil (+139,6%). Cette évolution est portée à la fois par

la demande locale et extérieure. En effet, les exportations et la consommation intérieure y compris les fonds de bacs ont progressé respectivement de 46,9% et 2,4%. Au total, les ventes totales de produits pétroliers se sont améliorées de 17,8%.

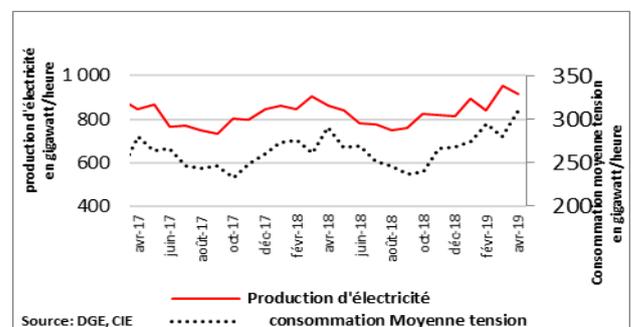
Graphique 3 : Production et vente de produits pétroliers



La branche « électricité, gaz et eau » s'est accrue 4,4% à fin mars 2019, sous l'effet combiné des hausses de la « production et distribution d'électricité » (+3,1%) et du « captage, traitement et distribution » (+8,0%).

A fin avril 2019 la production nette d'**électricité** s'est accrue de 3,9%, portée par la forte hausse de la production de source hydraulique (+55,8%) tandis que la production d'électricité de source thermique (-9,7%) s'est contractée. La préférence pour la production d'électricité de source hydraulique est dictée par la volonté du Gouvernement d'améliorer la situation financière du secteur électricité tout en développant le mix énergétique.

Graphique 4 : Production et consommation d'électricité



Concernant la consommation intérieure de l'électricité, elle a augmenté de 8,9%, en lien avec la hausse conjointe de la demande de l'énergie de basse tension (+11,9%) et

de moyenne tension (+5,4%). Quant aux exportations, elles ont baissé de 2,0%. Les ventes totales d'électricité se sont établies à 2 934,6 Gwh, en progression de 7,3%.

Evolution timide du BTP

Au terme du premier trimestre 2019, l'activité du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) a enregistré une légère hausse de 0,6%. Cette évolution résulte de l'augmentation des consommations de « sable » (+39,3%), de « graviers » (+22,5%), de « béton » (+17,0%), de « ciment » (+3,8%) et de « tôles et bacs » (+0,1%) ainsi que des baisses de vente de « bitume » (-32,4%) et de « câbles et fils électriques » (-15,2%).

Le BTP devrait connaître une reprise en cours d'année en raison de la poursuite des réalisations d'infrastructures amorcées en 2018. Il s'agit des travaux de la baie de Cocody, de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise, de la réalisation du quatrième pont Yopougon – Plateau, du cinquième pont Cocody - Plateau.

Secteur tertiaire

Evolution favorable du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a enregistré une évolution favorable des activités de la branche transport et du commerce de détail. Par ailleurs, le Produit Net Bancaire serait également en hausse selon l'opinion des banquiers. A l'inverse, les télécommunications ont connu une baisse de chiffre d'affaires imputable au reflux des prix implicites.

Croissance soutenue des ventes dans le commerce de détail

Le commerce de détail est marqué par une progression de l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) de 7,7% portée par l'ensemble des branches à l'exception des « produits d'équipement du logement » (-6,0%).

Ainsi, dans les branches « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » et « produits pétroliers » les ventes ont progressé respectivement de 3,0% et 6,9%, en lien avec le dynamisme du secteur du transport.

Les ventes des « produits de l'alimentation » se sont également consolidées (+11,3%) portées grâce aux « autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs » (+11,6%) et aux « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (+7,7%) malgré le repli des ventes de « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (-65,3%).

Les ventes de « produits divers » et de produits pharmaceutiques et cosmétiques » ont augmenté respectivement de 3,3% et 13,3%.

Bonne tenue des activités de transport

Le secteur du transport est bien orienté, soutenu par l'ensemble de ses composantes.

Progression du transport aérien

Le transport **aérien** a poursuivi son dynamisme enregistré depuis le début de l'année au regard du nombre total de passagers qui a atteint 703 700, soit un accroissement de 6,9%. En ce qui concerne le nombre de passagers commerciaux, il a progressé de 7,5% pour s'afficher à 632 664.

S'agissant de la croissance du nombre de passagers commerciaux, elle provient de l'ensemble des destinations à l'exception du trafic vers la CEDEAO.

Le trafic national s'est accru de 69,3% du fait de la réouverture de l'aéroport de San Pedro resté fermé durant le premier trimestre de l'année 2018.

Le trafic vers l'Afrique s'est globalement raffermi de 3,0% du fait des effets conjugués du recul subi par la destination CEDEAO (-0,1%) et de la hausse du trafic vers le reste de l'Afrique (+9,0%).

Le trafic vers l'Europe a enregistré un accroissement de 6,7%, tiré notamment par la destination France qui a augmenté de 7,3%.

S'agissant du trafic vers le reste du monde (y compris Amérique du nord), il a progressé de 27,5%, bénéficiant de l'ouverture de la ligne directe vers les Etats-Unis.

De même, le fret aérien s'est affiché en hausse de 27,6% tandis que les activités de transit se sont contractées de 1,4%.

Croissance modérée dans le transport ferroviaire

Dans le **transport ferroviaire**, le trafic global de marchandises a augmenté une hausse de 1,3% par rapport à la période correspondante de 2018. Cette croissance est portée essentiellement par le trafic national qui a progressé de 143,7% du fait du transport par voie ferrée du manganèse produit dans la région de Ferké. Toutefois, cette bonne tenue est amoindrie par les échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui se sont contractés de 3,3%.

Croissance soutenue du trafic global dans le transport maritime

Dans le **transport maritime**, l'activité se renforce grâce notamment aux investissements réalisés pour l'élargissement et l'approfondissement du canal de Vridi qui permet au port d'Abidjan d'accueillir de gros navires. Le trafic global de marchandises s'est accru de 15,9%, tiré par les bonnes performances des ports d'Abidjan et de San Pedro.

Au **port d'Abidjan**, le trafic global de marchandises a atteint 9 136 606 tonnes, en hausse de 15,4% par rapport à la période correspondante de 2018, du fait de la vigueur des exportations (+24,3%) et des importations (+11,2%) en volume. Cette bonne performance est attribuable au trafic national (+17,1%) et aux activités de transbordement (+28,3%), tandis que le volume de marchandises en transit a baissé (-7,7%).

Le dynamisme du trafic national est attribuable à l'ensemble de ses composantes à savoir : les marchandises générales (+14,6%), les produits pétroliers (+23,5%) et les produits de pêche (+5,0%).

Au **port de San Pedro**, le trafic a connu également une progression de 18,6% pour se situer à 1 768 698 tonnes. Il a bénéficié d'une augmentation des exportations cumulées de 29,4%, malgré la contraction des importations de 0,6%. Cette embellie est ressentie aussi

bien au niveau des activités de transbordement (+20,8%) que des activités hors transbordement (+9,8%).

Consolidation du transport terrestre

Le **transport terrestre** est resté bien orienté, au regard de la consommation des carburants gazoil et super qui s'est accru de 8,0%. Cette évolution confirme la poursuite du dynamisme de l'activité économique.

Baisse du Chiffre d'affaires dans les télécommunications

Le secteur des télécommunications est marqué par un repli du chiffre d'affaires global du secteur hors Orange Money de 4,7% et une progression du nombre d'abonnements dans la téléphonie mobile de 6,6%. La baisse du chiffre d'affaires est due essentiellement au recul des services « voix et SMS » (-11,1%) atténué par les hausses observées au niveau de l'internet (+30,4%) et du « mobile money » hors orange money (+30,2%).

Croissance des effectifs de salariés dans le secteur formel

Sur les quatre premiers mois de l'année 2019, 26 710 nouveaux emplois ont été créés dans le secteur formel contre 28 653 nouvelles immatriculations un an plus tôt. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce, l'industrie manufacturière et le secteur du BTP qui représentent respectivement 28,8%, 17,8% et 11,6% des emplois créés.

Ainsi, le nombre de salariés dans le secteur formel s'est affiché à 1 038 862 en fin de période sous revue, en hausse de 5,7% par rapport à fin avril 2018.

Légère progression des prix à la consommation

En moyenne sur la période sous revue, les prix à la consommation ont connu un accroissement modéré de 0,6% en raison du faible renchérissement des produits alimentaires de 0,4% et des produits non alimentaires de 0,7%, par rapport au niveau des prix de la période correspondante de l'année précédente. Cette évolution

des prix des produits alimentaires résulte notamment du bon approvisionnement des marchés en produits vivriers.

✓ *Légère augmentation des prix des produits énergétiques*

L'indice des prix des produits énergétiques s'est accru de 0,8% en dépit du recul de la composante « électricité, gaz et autres combustibles » de 0,5%.

✓ *Renchérissement modéré des produits manufacturés*

L'indice des prix des produits secondaires a connu un relèvement de 0,8% imputable aux « articles d'habillement » (+1,1%), aux « chaussures » (+1,4%), aux « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+2,6%), aux « outillages, autres matériels pour la maison et le jardin » (+0,4%) et aux « appareils ménagers » (+0,3%). A l'inverse, un reflux des prix des « articles de ménages en textiles » (-1,4%), et des « biens et services liés à l'entretien courant du foyer » (-0,7%) a été enregistré.

✓ *Progression contenue des prix des services*

Les prix des services ont progressé de 0,9% sous l'effet des prix des fonctions « loisirs et cultures » (+0,4%), « transports » (+0,6%), « santé » (+1,1%), « biens et services divers » (+1,8%), « communication » (+0,4%) et « enseignements » (+1,4%). En ce qui concerne la fonction « restaurants et hôtels », les prix sont restés stables.

Les prix de la fonction « santé » se sont accrus du fait de la hausse des prix des « produits, appareils et matériels médicaux » (+1,2%), des « services hospitaliers » (+0,6%) et des « services ambulatoires » (+1,8%).

Le renchérissement des prix de la fonction « loisirs et culture » est porté par les prix des groupes « journaux, livres et articles de papeterie » (+2,0%) et « autres articles et matériels de loisirs » (+0,3%). L'impact de ces hausses est amoindri par le reflux des prix des « matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'image »

(-1,3%), des « forfaits touristiques » (-7,5%) et des « services récréatifs et culturels » (-0,3%).

Les prix de la fonction « restaurants et Hôtels » sont restés stables sous l'effet conjugué du renchérissement des « services d'hébergement » (+1,5%) et du recul des prix des « services de restauration » (-0,1%).

Les prix de la fonction « transport » se sont inscrits en hausse, sous l'effet des prix des groupes « achat de véhicules » (+2,0%) et « services de transport » (+0,8%). Par contre, ceux du groupe « dépenses d'utilisation des véhicules » sont restés stables.

La fonction « enseignement » a enregistré un renchérissement en lien avec l'accroissement à la fois des prix de l'« enseignement supérieur » (+1,5%), de l'« enseignement post-secondaire non supérieur » (+1,7%), de « l'enseignement préélémentaire et primaire » (+1,3%) et de l'« enseignement secondaire » (+0,7%).

En moyenne sur les douze (12) derniers mois, le taux d'inflation s'est situé à 0,7%, largement en dessous de la norme communautaire fixée à 3%.

Finances Publiques

A fin avril 2019, les finances publiques ont été marquées par une hausse des recettes intérieures et des dépenses totales, comparées à la même période de 2018. Les recettes totales et dons se sont situés à 1 687,8 milliards, soit une progression de 141,0 milliards. S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 272,9 milliards pour s'établir à 2 014,0 milliards.

Bonne mobilisation des recettes fiscales

L'accroissement des recettes totales et dons est dû à une bonne mobilisation à la fois des recettes fiscales intérieures (+54,8 milliards) et des recettes de porte (+21,2 milliards), attribuables à la performance de l'activité économique.

Les recettes fiscales intérieures ont enregistré une bonne mobilisation des impôts sur biens et services (+37,1 milliards) et des impôts directs (+17,8 milliards).

Quant aux recettes de porte, leur dynamisme est attribuable aux droits et taxes à l'importation (+25,4 milliards) en dépit du recul des droits et taxes à l'exportation (-7,5 milliards).

Les recettes totales et dons ont également bénéficié de la progression des dons de 79,0 milliards pour s'établir à 124,2 milliards, grâce à la mise en œuvre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) conclu avec la France.

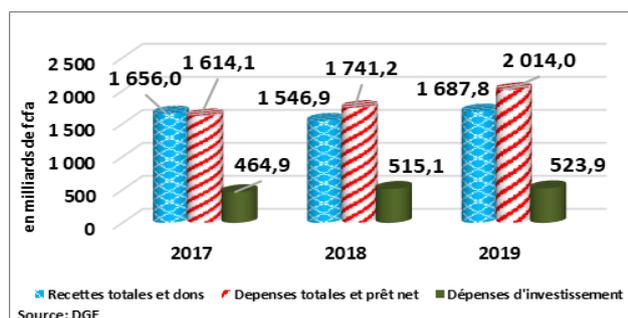
Hausse des dépenses totales

L'augmentation du niveau des dépenses totales et prêts nets de 272,6 milliards, comparé à celui d'avril 2018, est liée à la hausse des dépenses du personnel (+165,1 milliards), des intérêts de la dette (+82,0 milliards), des prestations sociales (+12,3 milliards), des dépenses d'investissement (+8,8 milliards), des dépenses de fonctionnement (+10,9 milliards) et des dépenses de sécurité (+11,9 milliards). Par contre, les transferts aux structures éducatives et médico-sociales (-11,3 milliards) sont ressortis en baisse.

Financement

Il est ressorti de ces évolutions, un solde primaire de base déficitaire de 21,3 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 326,2 milliards. Ces déficits budgétaires ont été financés par une partie des ressources mobilisées sur le marché monétaire et financier à hauteur de 499,2 milliards.

Graphique 5 : Indicateurs des finances publiques à fin Avril



Echanges extérieurs

Hausse des exportations et des importations

A l'issue des quatre premiers mois de l'année 2019, les **échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels** ont été marqués en valeur par une hausse des exportations (+2,9%) et des importations (+16,2%).

Les **exportations** ont profité de la bonne tenue en valeur des ventes des produits miniers (+18,2%), de l'agriculture industrielle et d'exportation (+3,1%) et de la première transformation (+2,6%).

Les produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » ont bénéficié notamment de la progression en valeur du café vert (+28,3%), du cacao fèves (+6,9%), de la banane (+22,6%) et du caoutchouc (+4,5%).

Pour ce qui est des « produits de la première transformation », leur bonne tenue provient de la hausse en valeur des ventes de cacao transformé (+4,7%), de l'huile de coco (+3,3%), de l'huile de palme (+45,7%) et des « autres produits de la première transformation » (+19,4%).

Quant aux produits miniers, leur progression repose notamment sur l'accroissement en valeur des ventes de pétrole brut (+22,8%), d'or (+6,0%) et de manganèse (+51,0%).

En ce qui concerne les **importations**, elles ont bénéficié d'une hausse des achats de biens de consommation (+15,0%) et des biens intermédiaires (+30,0%), en dépit de la baisse de la facture des biens d'équipement (-1,6%).

Les importations de biens de consommation ont été tirées à la fois par les **produits alimentaires** (+18,3%) et les « autres biens de consommation » (+12,9%). Les produits alimentaires ont bénéficié notamment de la hausse en valeur des achats de riz (+33,8%), de blé tendre (+30,7%), de boissons (+19,1%), de poissons frais (+9,9%) et de « graisses et huiles végétales ou animales » (+104,2%). La hausse des factures d'achats des « autres biens de consommation » a concerné principalement les

produits pétroliers (+24,0%), les chaussures (+18,9%), les engins à deux roues (+61,9%), les friperies (+41,0%) et les « matières plastiques ou ouvrages en ces matières » (+22,3%), les produits à base d'amidon (+22,3%) et « les produits divers des industries chimiques » (+58,1%).

S'agissant des **biens intermédiaires**, leur progression en valeur est soutenue notamment par les achats de pétrole brut (+33,4%), d'engrais (+171,4%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en fer » (+39,0%) et des « autres matériaux de construction » (+65, 7%).

Le solde commercial excédentaire s'affiche à 516,4 milliards, toutefois en repli de 30,1% par rapport à celui d'avril 2018. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 124%, en retrait de 16,1 points de pourcentage, comparé à fin avril 2018.

Financement de l'économie et marché boursier

Poursuite du repli des indices boursiers de référence

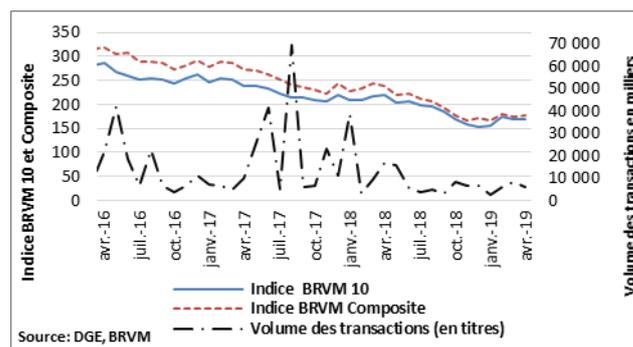
Le marché boursier sous régional a été marqué par le maintien de la tendance baissière au niveau des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite sur la période sous revue, comparativement à la même période de 2018. L'orientation baissière des indices boursiers entamée en 2016 se poursuit. Elle tire sa source d'une correction des marchés après de fortes hausses entre 2012 et 2015, de la désaffection des petits porteurs et de l'attractivité du marché obligataire.

Les indices BRVM 10 et BRVM composite ont enregistré des reculs respectifs de 22,1% et de 26,0%, en raison de la baisse de l'ensemble des indices boursiers sectoriels. En effet, les indices « BRVM- Transport » (-55,1%), « BRVM-Industries » (-49,2%), « BRVM- Agriculture » (-54,2%) et « BRVM-Autres secteurs » (-48,6%) ont connu des reflux élevés.

La capitalisation boursière composite s'est établie à 8 823,5 milliards, en contraction de 11,9%. Cette évolution est imputable au repli de 21,6% de la capitalisation du marché des actions, atténuée par la hausse de la capitalisation du marché des obligations de 7,8%. Le volume et la valeur transigés ont fléchi respectivement de 66,4% et 68,2%.

Au mois d'avril 2019, la rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 0,48 %. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 8,19 %. La rentabilité globale moyenne au 30 avril 2019 s'est située à 8,32% avec un PER¹ moyen de 11,78 et une prime de risque à 1,99 %. Les négociations ont porté sur 75 titres, dont 45 sur le marché des actions et 30 lignes obligataires.

Graphique 6: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En vue d'inverser cette tendance baissière, les responsables de la BRVM sont engagés dans la promotion de la place financière à la fois auprès des investisseurs locaux et des investisseurs internationaux.

Hausse des créances sur l'économie

La situation monétaire à fin mars 2019 a été caractérisée par la progression de la masse monétaire au sens large (M2) de 9,4% (+832,0 milliards) pour atteindre 9 686,0 milliards. Cette hausse provient de l'accroissement des créances intérieures de 23,2% (+1 777,0 milliards), atténuée par le recul des actifs extérieurs nets de 34,3% (-1 018,8 milliards).

¹ PER = Price Earning Ratio

Les crédits intérieurs ont atteint 9 446,7 milliards grâce à la progression des créances sur l'économie de 10,4% (+662,7 milliards) et des créances nettes sur l'Administration centrale de 84,6% (+1 114,3 milliards). La hausse des créances nettes sur l'Administration centrale est due à un retour à la normale après un niveau très bas atteint en mars 2018 du fait de l'émission d'un eurobond.

Sur les quatre premiers mois de l'année 2019, le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires s'est élevé à 1 574,3 milliards. Il accuse un recul de 5,6% (-94,2 milliards) imputable aux crédits accordés aux « Particuliers » (-148,7 milliards), aux « Autres sociétés » (-68,3 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-66,2 milliards), aux « Clients divers » (-24,5 milliards), à la « Clientèle financière » (-6,8 milliards) et aux « Personnels des banques » (-6,1 milliards). Cependant, les montants des crédits octroyés aux « Entreprises individuelles » (+174,7 milliards), aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+40,9 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (+10,9 milliards) ont augmenté par rapport à la même période de 2018.

Les crédits à moyen et long terme destinés au financement des investissements se sont élevés à 920,2 milliards octroyés principalement aux branches « Transports, entrepôts, communications » (25,7%), « industries manufacturières » (22,6%) et « Banques, assurances, affaires immobilières » (20,1%).

Par ailleurs, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts ont subi respectivement des baisses de 2,3% (-7,8 milliards) et 2,1% (-13,8 milliards).

Les montants cumulés des effets de commerce et des dépôts se sont situés respectivement à 327,0 milliards et 645,8 milliards.

S'agissant des taux moyens appliqués, celui des nouvelles mises en place de crédits ordinaires a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 6,4%. La moyenne du taux d'escompte est restée stable à 7,0% et le taux créditeur moyen des dépôts s'est accru de 0,1 point

de pourcentage pour se situer à 4,9%. La durée moyenne des crédits est ressortie à 23,8 mois au titre des quatre premiers mois de 2019, en hausse de 1 mois par rapport à la même période de 2018.

En conclusion, l'activité économique est marquée par une bonne orientation des activités dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Le financement de l'économie reste soutenu et les prix à la consommation demeurent relativement stables grâce au bon rythme d'approvisionnement des marchés en vivres. Cependant, le rythme de progression du secteur secondaire est timide au regard de la prévision de croissance annuelle. Une accélération de l'activité est attendue les prochains mois en lien avec l'avancement de l'exécution des grands projets d'infrastructures. Les autres indicateurs sectoriels montrent le maintien du dynamisme économique de la Côte d'Ivoire.

Flash conjoncture à fin Avril 2019

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	sept.-18	oct.-18	nov.-18	dec.-18	Jan.-19	Févr.-19	Mars.-19	Avr.-19	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	42,2%	40,6%	3,2%	-11,8%	-14,2%	-2,0%	-0,2%	-1,1%	-4,4%
Cours du cacao	9,8%	1,8%	2,7%	15,2%	16,0%	6,3%	-12,1%	-11,2%	-1,7%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	-2,0%	-2,7%	-3,4%	-4,4%	-6,4%	-8,1%	-8,4%	-8,5%	-7,8%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao*	-23,4%	nc	nc	15,4%	nc	nc	3,1%	nc	nc
Café*	1842,4%	nc	nc	-87,2%	nc	nc	-14,8%	nc	nc
Anacarde	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc	-31,6%
Secondaire									
IHPI global	0,0%	42,3%	10,7%	-3,3%	7,2%	-2,3%	3,6%	nc	nc
IHPI hors extraction	0,0%	42,3%	10,7%	-3,3%	7,2%	-2,3%	3,6%	nc	nc
BTP	2,7%	6,0%	-5,6%	-4,1%	3,0%	6,7%	-7,5%	nc	nc
Production d'électricité	3,5%	2,4%	2,1%	-3,7%	4,2%	-0,5%	5,3%	6,6%	3,9%
Production de produits pétroliers	16,0%	33,1%	-16,7%	-18,9%	20,6%	3,3%	19,0%	55,0%	23,9%
Pétrole brut	-7,4%	1,7%	11,9%	25,2%	17,3%	12,2%	19,7%	36,9%	21,3%
Gaz naturel	-17,6%	-12,2%	-2,1%	-10,3%	-4,4%	-13,3%	-9,4%	2,5%	-6,2%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) ²	12,8%	8,7%	9,0%	6,2%	7,3%	8,4%	0,5%	15,3%	7,7%
Trafic global maritime	2,0%	8,7%	-24,7%	35,8%	18,8%	14,7%	4,7%	25,7%	15,9%
Total voyageurs aérien	8,7%	7,7%	4,4%	7,4%	11,6%	5,7%	8,5%	4,3%	7,5%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	4,6%	19,3%	23,0%	3,4%	0,1%	0,7%	2,3%	2,0%	1,3%
Echanges extérieurs³									
Exportation en valeur	-16,5%	25,0%	22,4%	0,8%	-1,6%	14,9%	-0,9%	1,6%	2,9%
Importation en valeur	-2,5%	7,5%	-0,2%	34,6%	9,0%	12,9%	19,5%	25,3%	16,2%
Solde commercial ⁴	-85,19	-7,02	187,73	68,14	72,18	171,49	239,00	-85,19	482,67
Financement									
Masse Monétaire (M2)	11,6%	12,6%	12,6%	13,4%	11,3%	11,3%	9,4%	nc	nc
Actifs Extérieurs nets	9,0%	9,6%	1,6%	15,3%	-2,5%	-2,2%	-34,3%	nc	nc
Créances intérieures	12,9%	15,2%	14,2%	12,6%	12,9%	10,9%	23,2%	nc	nc
Créances nettes sur l'Administration Centrale	21,9%	20,1%	19,0%	17,0%	9,5%	-0,1%	84,6%	nc	nc
Créances sur l'économie	10,4%	13,7%	12,7%	11,2%	14,0%	15,2%	10,4%	nc	nc
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	0,4%	2,9%	20,2%	28,8%	7,0%	4,5%	-0,1%	23,0%	9,1%
Dépenses totales & Prêts nets	21,0%	-16,9%	11,4%	2,0%	0,5%	2,5%	25,9%	25,9%	15,7%
Investissement public	356,5%	-17,6%	13,0%	-26,2%	28,5%	1,3%	25,7%	-10,5%	1,7%
Solde budgétaire global ⁴	-45,22	-59,71	-88,49	-199,16	97,26	-147,69	-109,94	-165,81	-326,2
Prix à la consommation									
IHPC ⁵	0,6%	1,1%	0,6%	0,4%	0,6%	0,7%	0,8%	0,8%	0,7%

Pour en savoir plus :

Sous-direction de la Conjoncture

Email : sd.cdppe@dge.gouv.ci

Tel : +(225)20200924/20200925

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques

et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

²: Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013

³: Hors biens exceptionnels

⁴: Niveau en milliards de FCFA

⁵: Données trimestrielles

⁵: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

nc : non concerné

nd : non disponible